



## CHAPITRE 89

Loi modifiant la charte de la cité de Giffard

[Sanctionnée le 31 janvier 1957]

Préambule.

**A**TTENDU que la cité de Giffard, constituée en corporation de cité, par la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 83, a, par sa pétition, représenté qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 83, soit modifiée et que de nouvelles dispositions lui soient ajoutées; et Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1953-54, c. 83, a. 9, remp. **1.** L'article 9 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 83, est remplacé par le suivant:

S.R., c. 233, a. 64, remp. pour la cité. **"9.** L'article 64 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Frais de représentation. **"64.** Le conseil est autorisé à accorder par résolution une somme annuelle de quinze cents dollars (\$1,500.00) au maire, à titre de frais de représentation. Le conseil est également autorisé à accorder, par résolution, une somme annuelle de huit cents dollars (\$800.00) à chacun des échevins à titre de frais de représentation."

S.R., c. 233, aa. 404-405, remp. pour la cité. **2.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Giffard, en remplaçant les articles 404 et 405, par les suivants:

## CHAPTER 89

An Act to amend the charter of the city of Giffard

[Assented to, the 31st of January, 1957]

Preamble.

**W**HEREAS the city of Giffard, incorporated as a city by the act 2-3 Elizabeth II, chapter 83, has, by its petition, represented that it is necessary for the good administration of its affairs, that its charter, the act 2-3 Elizabeth II, chapter 83, be amended and new provisions added to the same; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1953-54, c. 83, s. 9, replaced. **1.** Section 9 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 83, is replaced by the following:

S.R., c. 233, s. 64, replaced for city. **"9.** Section 64 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

Entertainment expenses. **"64.** The council is authorized to grant by resolution an annual sum of one thousand five hundred dollars (\$1,500.00) to the mayor, as entertainment expenses. The council is also authorized to grant by resolution, an annual sum of eight hundred dollars (\$800.00) to each alderman, as entertainment expenses."

S.R., c. 233, ss. 404-405, replaced for city. **2.** The Cities and Towns Act is amended, for the city of Giffard, by replacing sections 404 and 405, by the following:

Durée du scrutin.

"404. Le scrutin dure un jour juridique, depuis neuf heures du matin jusqu'à cinq heures du soir. Le conseil peut, par règlement, prolonger les heures de scrutin jusqu'à huit heures du soir.

"404. The poll shall be held on one juridical day, from nine o'clock in the morning to five o'clock in the afternoon. The council may, by by-law, prolong the hours of the polling until eight o'clock in the evening.

Duration of poll.

Scrutin continué.

"405. Si, à la fin du premier jour de scrutin, le nombre de votes requis n'a pas été donné, l'officier-rapporteur doit ordonner la continuation du scrutin pendant le prochain jour juridique, si demande écrite lui en est faite par le maire, par un échevin ou par trois électeurs propriétaires dans un délai d'une heure après la clôture du scrutin."

"405. If, at the end of the day first day of the poll the number of votes required has not been given, the returning-officer shall order the voting to be continued on the following juridical day, if an application to that effect be made to him in writing by the mayor, by an alderman or by three electors who are property-owners, within a delay of one hour after the closing of the poll."

Voting continued.

S.R., c. 233, a. 427, am. pour la cité.

3. L'article 427 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant, après le paragraphe 32°, le paragraphe suivant:

3. Section 427 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after paragraph 32, the following paragraph:

R.S., c. 233, s. 427, am. for city.

Conduites d'eau et d'égout requis.

"33° Pour refuser les permis de constructions sur les rues où il n'y a pas encore de conduites d'eau et d'égouts, à moins qu'il ne soit établi au préalable à la satisfaction du conseil qu'il sera pourvu, pour la construction projetée, à un approvisionnement d'eau potable et à un genre d'égouts sanitaires convenables et suffisants."

"33. To refuse permits for building on streets where water mains and sewers have not yet been installed, unless it is first shown to the satisfaction of the council that the proposed structure will be provided with a supply of drinking-water and a type of sewers that are sanitary, suitable and adequate."

Water and sewers mains required.

S.R., c. 233, a. 428, am. pour la cité. Couvre-feu.

4. L'article 428 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en y ajoutant, après le paragraphe 10°, le suivant: "11° Pour réglementer la présence des enfants, âgés de moins de quatorze ans, dans les rues et places publique, sans être accompagnés de leurs parents ou gardiens, après neuf heures du soir, heure normale, et imposer une pénalité au père ou en son absence, à la mère ou tuteur ou gardien en charge de l'enfant; la pénalité ne pourra être réclamée et imposée qu'après deux avertissements donnés par le chef de police au père, à la mère, tuteur ou gardien, selon le cas."

4. Section 428 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after paragraph 10 thereof, the following: "11. To regulate the presence of children under fourteen years of age in the streets and public places, without being accompanied by their parents or guardians, after nine o'clock in the evening, standard time, and to impose a penalty on the father or, in his absence, on the mother or tutor or guardian responsible for the child; such penalty shall be demanded and imposed only after two notices given by the chief of police to the father, mother, tutor or guardian, as the case may be."

R.S., c. 233, s. 428, am. for city. Curfew.

S.R., c. 233, a. 429, am. pour la cité.

5. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Giffard, en ajoutant après le paragraphe 8°, les paragraphes suivants:

5. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city of Giffard, by adding after paragraph 8, the following paragraphs:

R.S., c. 233, s. 429, am. for city.

Tracé des rues.

"8°a Pour prescrire, selon la topographie des lieux et l'usage auquel elles sont destinées, la manière dont les rues

"8a. To prescribe, according to the topography of the ground and the use for which they are intended, the manner of

Laying of streets.

publiques ou privées doivent être tracées, la distance à conserver entre elles et la largeur qu'elles doivent avoir si cette largeur doit être supérieure à soixante-six (66) pieds, mesure anglaise;

Permis de lotissement.

"8<sup>b</sup> Pour obliger le propriétaire à soumettre les plans de subdivisions projetés, montrant ou non des rues, à un officier désigné et à obtenir un certificat d'approbation dit "permis de lotissement", moyennant le paiement d'une licence n'excédant pas cinq dollars. Les sommes ainsi perçues ne pourront être employées que pour défrayer les frais d'administration que pourrait occasionner un tel règlement;"

S.R., c. 233, a. 429, am. pour la cité.

**6.** L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 11°, les paragraphes suivants:

Circulation.

"11<sup>a</sup> Pour interrompre, pendant une période de temps raisonnable, la circulation dans les rues de la cité, lorsqu'on exécute des travaux de voirie y compris l'enlèvement et le déblayement de la neige et dans tous cas d'urgence;

Enlèvement de véhicule stationné illégalement.

"11<sup>b</sup> Pour enlever et remorquer tout véhicule stationné, qui nuirait aux travaux ou opérations de la cité et au besoin le touer ailleurs y compris à un garage, aux frais du propriétaire qui ne pourra en recouvrer possession que sur paiement des frais de touage et d'entreposage."

1953-54, c. 83, a. 23, am.

**7.** Le paragraphe *b* de l'article 23 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 83, est remplacé par le suivant:

Taxis.

"*b.* en remplaçant le paragraphe 27<sup>o</sup>*b*, par le suivant:

"27<sup>o</sup>*b* Pour déterminer le nombre maximum de taxis dans les limites de la municipalité; pour obliger tout propriétaire de taxis à obtenir de la corporation un permis annuel n'excédant pas vingt-cinq dollars par taxi et tout conducteur de taxi autre que le propriétaire de la voiture à obtenir de la corporation un permis annuel n'excédant pas cinq dollars; pour réglementer, autoriser, dans les limites de la cité, l'usage des autos-taxis ou autos de louage pour fins de transport des voyageurs moyennant rémunération, l'octroi de permis ou licences, de même que la gouverne et discipline des propriétaires ou chauffeurs desdites automobiles de louage ou taxis."

laying out public or private streets, the distance to be left between them and the width which they must have if such width is to exceed sixty-six feet (66), English measure;

"8<sup>c</sup>. To require as a condition prece-Subdivi- sion permit. the plans of the contemplated subdivisions, showing streets or not, to a designated officer and to obtain a certificate of approval called a "subdivision permit" upon payment of a license not exceeding five dollars. The sums so collected may be used only to pay the administration costs occasioned by such by-law;"

**6.** Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after paragraph 11, the following paragraphs:

R.S., c. 233, s. 429, am. for city.

"11<sup>a</sup>. To interrupt, during a reasonable period of time, traffic in the streets of the city, when work on roads, including the removal and clearing of snow, is in progress, and in all cases of emergency;

Traffic.

"11<sup>b</sup>. To remove and tow any parked vehicle which would hinder the work or operations of the city and if need be to remove it elsewhere including to a garage, at the expense of the owner who shall recover possession thereof only on paying the towing and storage costs."

Removal of vehicle illegally parked.

**7.** Paragraph *b* of section 23 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 83, is replaced by the following:

1953-54, c. 83, s. 23, am.

"*b.* by replacing paragraph 27<sup>b</sup>, by the following:

"27<sup>b</sup>. To determine the maximum number of taxis within the limits of the municipality; to compel every taxi owner to obtain from the corporation an annual license not exceeding twenty-five dollars per taxi and every taxi driver other than the owner of the vehicle to obtain from the corporation an annual permit not exceeding five dollars; to regulate and authorize, within the city limits, the use of taxicabs or rented cars for the transportation of passengers for remuneration, the granting of permits or licenses, and the government and discipline of the owners or drivers of the said rented cars or taxis."

Taxis.

S.R.,  
c. 233,  
a. 430a,  
aj. pour  
la cité.

8. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant après l'article 430, l'article suivant:

Plan de subdivi-  
sion.

"430a. Tout propriétaire de terrain désirant en disposer comme lots à bâtir, devra au préalable en faire dresser, par un arpenteur, un plan contenant toute nouvelle division, subdivision ou resubdivision, ainsi que toute désignation ou établissement de nouvelles rues. Ce plan devra ensuite être soumis à l'approbation du conseil et ne pourra être valablement déposé suivant la loi pour faire partie du cadastre, sans cette approbation.

Lot dis-  
tinct.

Aucun permis de construction ne sera accordé, à moins que le terrain sur lequel doit être érigée chaque construction projetée, ne forme un lot distinct sur le plan officiel de cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil.

Excep-  
tion.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux dépendances d'un bâtiment principal ni aux constructions pour des fins agricoles sur des terres en culture.

"cons-  
truction".

Dans les dispositions ci-dessus, le mot "construction" désigne tout bâtiment pour fins résidentielle ou commerciales ou industrielles avec dépendances.

Infraction  
et peine.

Le défaut de se conformer aux prescriptions ci-dessus rend le propriétaire en défaut passible envers la cité d'une amende ne dépassant pas cinq dollars, et la cité ne pourra être tenue d'émettre aucun permis de construction sur un de ces lots tant que durera le défaut."

S.R.,  
c. 233,  
a. 472,  
am. pour  
la cité.

9. L'article 472 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 1°, le paragraphe suivant:

Nuisance.

"1°a Pour décréter que le fait par le propriétaire d'un lot vacant ou en partie bâti, de laisser pousser sur ledit lot des branches, broussailles et longues herbes, ou d'y laisser des ferrailles, déchets, débris, papiers ou bouteilles vides, constitue une nuisance et pour imposer des amendes n'excédant pas dix dollars pour chaque infraction aux personnes qui laissent exister telles nuisances et pour prescrire les mesures propres à les empêcher."

8. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding thereto after section 430, the following section:

R.S.,  
c. 233,  
s. 430a,  
added  
for city.

"430a. Any proprietor of land wishing to dispose thereof as building lots, shall previously have a plan prepared by a land surveyor, containing every new division, subdivision or resubdivision, as well as any designation or establishment of new streets. Such plan shall then be submitted for the approval of the council and may not be validly deposited according to law to form part of the cadastre, without such approval.

Subdivi-  
sion plan.

No building permit shall be granted unless the ground upon which each contemplated building is to be erected forms a distinct lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan made and deposited in accordance with article 2175 of the Civil Code.

Distinct  
lot.

The provisions of the preceding paragraph shall not apply to dependencies of a principal building nor to buildings for agricultural purposes on lands under cultivation.

Excep-  
tion.

In the foregoing provisions, the word "building" means any building for residential, commercial or industrial purposes with its dependencies.

"build-  
ing".

Failure to comply with the foregoing provisions shall render the defaulting owner liable to the city to a fine not exceeding five dollars, and the city shall not be bound to issue any building permit for any such lot as long as such default shall continue."

Offence  
and  
penalty.

9. Section 472 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after paragraph 1, the following paragraph:

R.S.,  
c. 233,  
s. 472,  
am. for  
city.

"1a. To decree that for the owner of a vacant lot, or of one partially built upon, to allow branches, bushes or long weeds to grow there, or to leave thereon scrap iron, rubbish, refuse, paper or empty bottles, constitutes a nuisance, and to impose fines not exceeding ten dollars for each infringement on persons who permit such nuisances to exist, and to prescribe appropriate measures to prevent the same."

Nuisance.

Promo-  
tion in-  
dustrielle.

**10.** Le conseil peut, par résolution, autoriser la dépense à même le revenu général de la cité, de toute somme n'excédant pas en total cinq mille dollars par année, qu'il croira nécessaire ou utile pour fins de promotion industrielle, pour annoncer ou faire connaître les avantages de la cité, ainsi que pour payer le coût de réceptions officielles qu'il croira convenable de faire et celui de délégations qu'il croira utile d'envoyer.

S.R.,  
c. 233,  
a. 502a,  
aj. pour  
la cité.

**11.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 502, le suivant:

Avis par  
locataire  
quittant  
les lieux.

"**502a.** Tout locataire ou occupant sujet à la taxe de locataire ou d'occupant doit, sans délai, donner avis au secrétaire-trésorier de la cité, qu'il abandonne ou quitte le local sujet à la taxe de locataire ou d'occupant. S'il ne le fait pas immédiatement, il reste sujet à ladite taxe pour la période s'étendant à compter de la date où il quitte les lieux jusqu'à la date où il donne un avis subséquent de délaissement et, s'il néglige de donner tel avis subséquent, jusqu'à la date de la prochaine homologation annuelle du rôle d'évaluation de la cité. Le conseil, après avoir reçu l'avis, sur preuve suffisante, peut rayer le nom de l'ancien locataire ou occupant et inscrire celui du nouveau."

S.R.,  
c. 233,  
a. 526a,  
aj. pour  
la cité.

**12.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant après l'article 526, l'article suivant:

Cirques,  
etc.

"**526a.** Le conseil peut déterminer, imposer et prélever sur les cirques, ménageries, spectacles et amusements ambulants, exhibés dans la cité, pour des fins commerciales, des droits ou taxes, jour par jour, qui pourront s'élever jusqu'à cinq cents dollars pour le premier jour d'exhibition ou d'opération et jusqu'à trois cents dollars pour chaque jour subséquent."

S.R.,  
c. 233,  
a. 593,  
remp.  
pour la  
cité.

**13.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Giffard, en remplaçant l'article 593, par le suivant:

**10.** The council may, by resolution, authorize the expenditure out of the general revenue of the city, of any sum not exceeding in all five thousand dollars annually, which it may deem necessary or useful for the purposes of industrial progress, to advertise or make known the advantages of the city, and to pay the cost of such official receptions as it may deem proper to hold and of such delegations as it may think it expedient to send.

Industrial  
progress.

**11.** The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 502, the following:

R.S.,  
s. 502a,  
added  
for city.

"**502a.** Any tenant or occupant subject to the tenant's or occupant's tax shall without delay give to the secretary-treasurer of the city a notice that he abandons or leaves the premises subject to the tenant's or occupant's tax. If he does not do so immediately, he shall remain subject to the said tax for the period extending from the date when he leaves the premises to the date when he gives a subsequent notice of leave and, if he fails to give such subsequent notice, to the date of the next annual homologation of the valuation roll of the city. The council, after having received the notice, and been given sufficient evidence, may strike out the name of a former tenant or occupant and enter therein the name of the new one."

Notice by  
tenant  
abandon-  
ing  
premises.

**12.** The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding thereto after section 526, the following section:

R.S.,  
c. 233,  
s. 526a,  
added  
for city.

"**526a.** The council may establish, impose and levy, day by day, on circuses, menageries, shows and itinerant amusements, exhibited in the city, for commercial purposes, dues or taxes up to five hundred dollars for the first day of exhibition or operation and three hundred dollars for each subsequent day."

Circuses,  
etc.

**13.** The Cities and Towns Act is amended, for the city of Giffard, by replacing section 593, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 593,  
replaced  
for city.

Appro-  
bation de  
règlement  
d'em-  
prunt.

“593. Tout règlement qui décrète un emprunt doit, pour entrer en vigueur et devenir exécutoire, être approuvé par les électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables conformément au présent article et subséquemment autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

“593. Every by-law ordering a loan, in order to have force and effect, must be approved by the municipal electors who are owners of taxable immoveables under this section, and later authorized by the Lieutenant-Governor in Council.

Approval  
of loan  
by-law.

Assemblée  
publique.

Une assemblée publique des électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables doit être tenue, après l'adoption d'un tel règlement, au lieu, au jour, et à l'heure fixés par le conseil à cette fin.

A public meeting of the municipal electors who are owners of taxable immoveables, shall be held at the place, on the day and hour fixed by the council for such purpose.

Public  
meeting.

Tenue.

Cette assemblée doit être tenue entre sept heures et dix heures du soir, au plus tard le quinzième jour de la date de l'adoption du règlement, après un avis de convocation d'au moins cinq jours francs donné par le greffier.

Such meeting shall be held between seven and ten o'clock, in the evening, at the latest on the fifteenth day after the passing of such by-law, after the clerk has given a calling notice of at least five clear days.

Holding.

Prési-  
dence.

Elle est présidée par le maire ou le maire suppléant ou, en leur absence, par un échevin.

Such meeting shall be presided over by the mayor or the pro-mayor or, in their absence, by an alderman.

Presiding.

Secré-  
taire, etc.

Le greffier, agissant comme secrétaire de l'assemblée, lit le présent article et le règlement et soumet celui-ci aux électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement. Si, avant qu'il se soit écoulé une heure depuis l'ouverture de l'assemblée, un nombre d'électeurs présents, non inférieur à cinq pour cent (5%) en nombre des électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables et inscrits au rôle d'évaluation, demandent que le règlement soit soumis pour approbation aux électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables, le président de l'assemblée doit fixer le jour du vote sur ce règlement, à une date appropriée dans les quarante jours suivant cette assemblée; dans le cas contraire, le règlement est réputé avoir été approuvé par les électeurs.”

The clerk of the council, acting as secretary of the meeting, shall read this section and the by-law and submit the latter to the electors present and qualified to vote on such by-law. If, before one hour has elapsed after the opening of the meeting, a number of present electors not less than five per cent (5%) of the number of municipal electors who are owners of taxable immoveables and entered on the valuation roll, demand that the loan by-law be submitted for approval to the municipal electors who are owners of taxable immoveables, the person presiding at the meeting shall fix the day for voting on such by-law for a suitable date within the ensuing forty days; otherwise, such by-law shall be regarded as having been approved by the electors.”

Secretary,  
etc.

S.R.,  
c. 233,  
a. 603b,  
aj. pour  
la cité.

14. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y ajoutant après l'article 603a, le suivant:

14. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding thereto after section 603a, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 603b,  
added  
for city.

Emprunt  
autorisé.

“603b. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la cité peut, pendant les cinq ans, à compter de la présente loi, par règlement qui ne requiert pas d'autres formalités que l'approbation préalable du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, emprunter annuellement une som-

“603b. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the city may, during five years from this act, by by-law requiring no other formality than the previous approval of the Minister of Municipal Affairs and of the Quebec Municipal Commission, borrow annually a sum not exceeding twenty-five thou-

Loan au-  
thorized.

me n'excédant pas vingt-cinq mille dollars pour travaux permanents urgents et dépenses urgentes.

Règlement.

Les travaux et dépenses nécessitant tel emprunt ne peuvent, cependant, être entrepris avant que le règlement du conseil n'ait été préalablement approuvé par la Commission municipale de Québec."

S.R.,  
c. 233,  
aa. 604b-  
604d-604f,  
remp.  
pour la  
cité.

**15.** Les articles 604*b*, 604*d* et 604*f* de la Loi des cités et villes, édictés, pour la cité, par l'article 31 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 83, sont remplacés, pour la cité, par les suivants:

Capital.

"**604*b*.** Le capital de ce fonds est de trente-cinq mille dollars et toute dépense effectuée à même ledit fonds doit être remboursée conformément aux dispositions des articles 604*c* et 604*e*. Le conseil pourra transporter audit fonds les arriérés de taxes ou autres créances dus à la cité, à la fin de chaque année.

Emprunt.

"**604*d*.** Il est constitué pour débiter par le produit d'un emprunt de trente-cinq mille dollars.

Idem.

"**604*f*.** La cité est autorisée à emprunter, pour former le capital initial de ce fonds, une somme de trente-cinq mille dollars, remboursable dans une période de quinze ans, en suivant les formalités requises par la loi pour tout règlement décrétant un emprunt, sauf que l'approbation des électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables, n'est pas requise."

Travaux  
légalisés.

**16.** Les travaux publics d'amélioration pour un montant n'excédant pas cinquante mille dollars, exécutés par la cité, avec les argents restés disponibles sur le produit des emprunts effectués sous l'autorité des règlements numéros 193, 203 et 206, après complément des travaux autorisés par lesdits règlements, sont déclarés avoir été faits légalement et l'emploi de ladite somme à ces fins est également valide.

Entrée en  
vigueur.

**17.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

sand dollars for permanent and urgent work and urgent expenses.

The work and expenses necessitating such loan may be executed however only after the by-law of the council has been previously approved by the Quebec Municipal Commission."

**15.** Sections 604*b*, 604*d* and 604*f* of the Cities and Towns Act, as enacted for the city, by section 31 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 83, are replaced, for the city, by the following:

"**604*b*.** The capital of such fund shall be thirty-five thousand dollars and every expense incurred out of the said fund shall be reimbursed in accordance with the provisions of sections 604*c* and 604*e*. The council may transfer to the said fund the arrears of taxes or other claims due to the city at the end of each year.

"**604*d*.** It shall be established in the first place by the proceeds of a loan of thirty-five thousand dollars.

"**604*f*.** To constitute the initial capital of such fund, the city if authorized to borrow a sum of thirty-five thousand dollars repayable in a period of fifteen years in accordance with the formalities prescribed by law for any loan by-law, except that the approval of the municipal electors who are owners of taxable immoveables shall not be required."

**16.** The public improvement works for an amount not exceeding fifty thousand dollars, effected by the city with the moneys remaining available out of the proceeds of the loans made under by-laws numbers 193, 203 and 206, after completion of the works authorized by the said by-laws, are declared to have been legally executed and the use of the said sum for such purposes is also valid.

**17.** This act shall come into force on the day of its sanction.